

## Nous avons déjà changé de régime...

Il n'y a pas longtemps, une personne par ailleurs tout à fait intégrée dans la société et son ordre social – il a même été élu – m'a tenu ce discours : poings et mâchoires serrés, il me disait espérer que les gens prennent les armes si l'extrême-droite arrivait au pouvoir. Dans un premier temps, ça peut sembler réjouissant. Mais en même temps, il y avait un tel aveuglement sur ce qui était déjà présent en termes d'accélération de la domination !

### *L'ombre du fascisme...*

Une ombre rôde, donc. Celle du fascisme. C'est du moins ce qu'on entend chez des gens très divers, de sensibilité de gauche ou même qui se présentent comme radicaux ou radicales. L'incarnation de cette peur ? Le Rassemblement National, incarné par Le Pen ou Bardella. Il faut dire que ce parti d'extrême-droite et ses idées puantes sont aux portes du pouvoir. Nous avons pourtant là un condensé des illusions de la gauche et de la misère d'un certain antifascisme. Et le piège tendu par lequel nous n'évitons pas le serrage de vis du pouvoir, commencé il y a un moment et qui ne cesse de s'accélérer. Pour une raison simple : nous avons déjà changé de régime.

Les plus âgé-es se rappelleront les années Sarkozy en début de siècle. Pas d'illusions toutefois sur ce qui a précédé, y compris avec la gauche. On se remémorera judicieusement le tournant de la rigueur pris par Mitterrand et la gauche au pouvoir dès 1982. Les promesses n'auront duré qu'un an. Mais avec Sarkozy et la

droite décomplexée, il y a une accélération et un virage dans le style : le pouvoir assume de plus en plus sa dégueulasserie, et Sarkozy peut insulter les banlieusards de « racailles », accueillir à bras ouverts un dictateur comme Kadhafi et lui déclarer la guerre quelques années plus tard, et bien d'autres choses.

La gauche, bien élue pour conjurer le processus, a au contraire appuyé sur l'accélérateur (un classique) : cadeaux au patronat, serrage de vis sur les travailleuses et les chômeur-euses, chasse aux sans-papiers, mais aussi répression débridée. **La gauche de gouvernement, c'est celle de la charge de gardes-mobiles laissant Rémi Fraisse sur le carreau à Sivens en 2014, des grenades assourdissantes et des véhicules blindés à l'assaut de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes en 2012, des interdictions de manifester lors de la contestation de la loi Travail en 2016, du viol de Théo par des flics en 2017... Sans oublier la loi sur l'extension du droit de faire usage de son arme à feu pour la police, ce qui a engendré une augmentation rapide du nombre de personnes tuées par des policiers.**

Il est toujours bon de rappeler que Macron a été ministre dans ce gouvernement de gauche, avant de venir sauver la France, par deux fois, de la menace fasciste. A chaque fois, de nombreuses organisations de gauche et d'extrême-gauche (même libertaires) ont donc poussé à aller voter contre Marine Le Pen pour l'élire. **Dans le choix entre la peste et le choléra, la gauche est devenue experte.**

## ***La bourgeoisie décomplexée au pouvoir***

Macron est le représentant zélé d'une bourgeoisie de plus en plus décomplexée, qui a fait de l'ignominie et de la brutalité un mode de pouvoir. Ce sont tous et toutes des criminels, ils le savent, et ils l'assument. Je me souviens d'un médecin du travail des salariés d'un hôpital soupirer « oh non, pas encore ! » lorsque sa secrétaire est venue interrompre l'entretien parce qu'un salarié menaçait de se foutre en l'air. C'était devenu fréquent. C'est peut-être ça, la banalité du mal de la start-up nation, qui ne cesse de broyer, entre autres choses, le système de santé. **Tant pis si des maladies comme le scorbut, qu'on croyait d'un autre âge, réapparaissent à cause de la misère. Pour un pays comme la France, élève assidue des réformes néolibérales, la mortalité infantile augmente de nouveau depuis 2011. La sixième économie mondiale est classée 23<sup>ème</sup> sur les 27 pays de l'Union Européenne et les services de santé continuent pourtant d'être minutieusement dépiautés.**

Une autre anecdote de l'ordinaire cynique : celle de patrons d'une multinationale qui déménagent les locaux de leur boîte pour se rapprocher de l'aéroport et leur faciliter la vie, obligeant leurs salariés à démissionner ou à se taper 4h de route par jour. Banalité du mal. Un plan de licenciement pour délocaliser la production dans un pays où les salaires sont plus bas. Banalité du mal. Des députés qui autorisent un produit chimique interdit que tout le monde sait

cancérigène. Banalité du mal. Ou encore, les juges et procs qui broient des vies à longueur de journée et incarcèrent de plus en plus longtemps de plus en plus de gens pour des broutilles : ce sont évidemment eux les plus grands criminels, à plat de couture, des salles d'audience des tribunaux. On pourrait enchaîner ce genre d'anecdote à n'en plus finir. **Le cynisme est une caractéristique assurée du caractère fascisant d'un pouvoir.**

Macron et son gouvernement, avec l'appui des élites économiques et culturelles, enchaînent depuis 2017 des attaques contre les populations tout en mettant en place une partie du programme de l'extrême-droite en matière de sécurité et d'immigration. La concentration du pouvoir entre quelques mains y s'accélère avec la nomination des préfets, des directions des administrations et des cabinets ministériels directement par le président, le regroupement des administrations ministérielles dans les Départements sous la tutelle de l'Intérieur, le gouvernement par décrets et conseils de défense, l'usage frénétique du 49.3 pour passer les lois rapidement sans débats ni vote des députés, la fragilisation de l'indépendance des représentants d'une bourgeoisie concurrente (journalisme, tribunaux), la limitation du droit de grève et la répression des oppositions, l'imposition de gouvernements assujettis malgré les résultats électoraux, etc. Sans parler des petites choses très révélatrices : coller des affiches dans la rue expose de plus en plus à la garde-à-vue, diffuser des tracts dans une faculté à la répression des vigiles, obtenir une salle municipale pour

se réunir au refus pur et simple. La liberté d'expression est une chimère pour qui souhaite en user. Sans parler de l'institutionnalisation des rafles de sans-papiers dans les gares ou même à la sortie des lieux d'aide humanitaire. Ou encore de la politique coloniale menée à Mayotte (opération Wuambushu) et en Kanaky à coups de flingues. Tout nous pousse en fait vers des régimes de plus en plus ouvertement autoritaires.

Nous ne sommes plus dans un régime de démocratie libérale. Non pas que c'était un régime émancipateur, loin s'en faut, mais ce n'est pas la même chose qu'une dictature. **Nous ne sommes plus dans un régime de démocratie libérale, mais nous ne savons pas encore tout à fait dans quoi nous sommes embarqué-es. N'importe qui se confrontant au pouvoir par conviction ou de par sa condition, comme les exilé-es, en fait l'expérience quotidienne.** Pour les autres, on peut certes très bien continuer sa vie et ne pas se rendre compte de ces changements rapides; aller bosser comme si de rien n'était, consommer quand on le peut et fermer sa gueule. « On vit tranquille dans les cachots », comme disait l'autre. **Comme d'habitude, la brutalité s'abat d'abord sur les personnes marginalisées. Qui se soucie réellement des exilé-es, des RSAs, des gosses de banlieue, des anarchistes? Peu de monde. On peut fermer les yeux et faire comme si de rien n'était. Cela s'étend ensuite aux mouvements sociaux, qu'on réprime avec vigueur. Et puis ça se déploie peu à peu toujours plus loin. Jusqu'à ce qu'il ne reste plus personne pour réagir.**

### ***Intensification de l'exploitation, accélération de la répression***

Cette logique d'accélération de la répression n'est pas spécifique à la France. Elle traverse tous les pays. De fait, elle répond à une nécessité du capitalisme. **L'accélération de la répression est nécessaire pour intensifier l'exploitation et continuer d'extraire de la valeur.** La forme « démocratie libérale » et les quelques garanties sociales lâchées au cours du 20<sup>ème</sup> siècle ont permis d'intégrer, dans les pays les plus riches, la quasi-totalité de la population à la course à la croissance. Ça a permis surtout de pacifier une situation agitée. Mais c'en est fini. Reagan, Thatcher et Pinochet s'en sont assurés. Les figures autoritaires que sont les Modi, Trump, Bolsonaro, Duterte, Orban, Meloni, Milei, Bukele, etc., ont fini d'achever cette trajectoire.

La brutalité répressive est proportionnelle à l'intensification de l'exploitation. Plus le droit du travail est démantelé, plus les droits au chômage sont attaqués, plus les cadences sont accélérées, plus les richesses se concentrent entre quelques mains, et plus la répression est nécessaire pour l'Etat et le Capital. C'est dans la poursuite de cette logique que le fascisme peut être une option pour les classes dirigeantes. Et une option aujourd'hui pleinement assumée.

Il faut dire que nos sociétés contemporaines sont les plus inégalitaires : en 2019, un seul milliardaire géorgien, Iashvili, peut par exemple posséder un tiers de l'ensemble du PIB de son pays; l'homme le plus riche du monde en 2023, le français Bernard Arnault, a une fortune estimée à plus de

240 milliards d'euros, soit davantage que le PIB d'un pays comme la Grèce, l'Iran ou l'Ukraine au même moment - cela représente pas moins de 2,6 millions d'années de salaire minimum de l'époque en France ; le milliardaire français Vincent Bolloré peut quant à lui mettre à disposition des réseaux d'extrême-droite son empire médiatique (multiples journaux et revues, maisons d'édition, chaînes de radio et de télévision), à l'image de ce qu'a pu faire un Rupert Murdoch aux Etats-Unis.

Les 1 % les plus riches ont augmenté en gros leurs richesses de 60 % entre 1995 et 2015, et les 100 milliardaires les plus riches ont ajouté 240 milliards de dollars à leur fortune rien qu'en 2012. En 2024, le sud-africain Elon Musk trône en tête des plus grandes fortunes du monde, avec environ 428 milliards de dollars, soit de quoi offrir une année de SMIC à 14 millions de personnes. Il se situe aux côtés du français Bernard Arnault et des états-unisens Jeff Bezos et Bill Gates. Ils ont tous des fortunes comparables aux PIB annuels de pays comme le Portugal, l'Algérie, le Koweït ou l'Equateur. La compagnie pétrolière saoudienne Saudi Aramco a enregistré plus de 150 milliards de dollars de bénéfices sur 12 mois entre mai 2022 et mai 2023, ce qui en fait l'entreprise la plus rentable. Polluer la planète rapporte beaucoup d'argent, tandis que le prix à la pompe de tout un chacun oblige à se serrer la ceinture. De manière générale, les bénéfices des banques et des entreprises ne cessent de croître, essentiellement par l'utilisation des mécanismes financiers, tandis que leur contribution sociale par les impôts ne cesse de baisser. En fait, la concentration

des richesses financières atteint un niveau inégalé dans l'histoire de l'humanité.

La France n'est pas en reste, au point qu'en 2023, au moment où le gouvernement décide d'imposer de travailler deux ans de plus avant la retraite, **un tiers de la population française déclare ne pas réussir à faire trois repas par jour et près de la moitié de se priver de certains actes médicaux faute de revenus suffisants. L'exploitation s'accélère, la misère s'accroît, donc la répression aussi. Il faut bien maintenir l'ordre.**

Partout sur la planète, ce sont les régimes les plus autoritaires qui s'imposent. Les parlementaires français peuvent désormais dévoiler au grand jour leur rêve d'ordre et leur volonté de s'aligner sur les dictatures. Un rapport de sénateurs et sénatrices français de juin 2021, juste après la crise sanitaire et sa gestion policière, ne laisse guère de doutes sur les logiques que dirigeants et dirigeantes ont en tête :

*« Les croisements de données et le recours à l'intelligence artificielle rendent en effet possible un ciblage extrêmement fin. Par exemple :*

*- en exploitant des données génétiques, il pourrait être possible d'identifier immédiatement les personnes réceptives à un variant très rare d'un virus, ou à un vaccin ou traitement particulier, et de mobiliser ainsi les ressources médicales de façon beaucoup plus efficiente. Sans aller jusque-là, la simple exploitation automatisée du dossier médical de chaque individu*

*d'une population cible pourrait déjà permettre de faire beaucoup. [...]*

*Dans les situations de crise les plus extrêmes, les outils numériques pourraient permettre d'exercer un contrôle effectif, exhaustif et en temps réel du respect des restrictions par la population, assorti le cas échéant de sanctions dissuasives, et fondé sur une exploitation des données personnelles encore plus dérogatoire [...].*

- *Le contrôle des déplacements : bracelet électronique pour contrôler le respect de la quarantaine, désactivation du pass pour les transports en commun, détection automatique de la plaque d'immatriculation par les radars, portiques de contrôle dans les magasins, caméras thermiques dans les restaurants, etc.*
- *Le contrôle de l'état de santé, via des objets connectés dont l'utilisation serait cette fois-ci obligatoire, et dont les données seraient exploitées à des fins de contrôle ;*
- *Le contrôle des fréquentations [...];*
- *Le contrôle des transactions, permettant par exemple d'imposer une amende automatique [...] »<sup>1</sup>.*

Bienvenue dans le meilleur des mondes, une sorte de totalitarisme digital, de technofascisme. Et au cas où nous n'avons pas compris, les bouffe-galette précisent que « *si une dictature sauve des vies pendant qu'une démocratie pleure ses morts, la bonne attitude n'est pas de se réfugier dans des positions de principe* ». Ça a au moins le mérite d'être clair. Encore faut-il se donner la peine de réfléchir deux minutes à ce qui est en train de se jouer...

### **Les illusions gauchistes**

Le danger fasciste est le dernier argument de vente d'une gauche incapable de proposer quoi que ce soit. Elle n'a jamais été qu'une gestionnaire du Capital et de l'Etat, sous une forme un peu plus démocratique et sociale. Et encore... Sauf que la parenthèse démocratique et sociale du capitalisme est derrière nous.

Le succès de l'antifascisme le plus plat est aussi lié à l'incapacité de porter une autre perspective. De fait, il n'existe plus vraiment de mouvement antiautoritaire capable de porter une perspective révolutionnaire. Le vaste mouvement autonome qui s'était fait une certaine réputation à la fin des années 90 et au début des années 2000 s'est dissous quand une partie de ses participant-es a choisi de rentrer dans le rang et de composer avec la gauche. En 2016, la lutte contre la loi Travail et les attaques multiples des locaux du PS alors au pouvoir enterrent la gauche. Mais **c'est un peu comme si une frange importante**

---

<sup>1</sup> « Crises sanitaires et outils numériques », Rapport d'information n° 673, de Véronique Guillotin, Christine Lavarde et René-Paul Savary, fait au nom de la délégation sénatoriale à la prospective, déposé le 3 juin 2021.

**des antiautoritaires, autonomes, révolutionnaires se retrouvait effrayée par cette situation, orpheline d'une solution politique. Le choix de négocier avec le pouvoir à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes a officialisé le virage réformiste. Aujourd'hui, la gauche s'est de nouveau imposée comme le débouché naturel des luttes.** Merci les gauchistes !

La Grèce avait sur ce point était un précurseur. Alors que les anarchistes et révolté-es avaient conquis la rue dès 2008, c'est le débouché politique de Syriza qui est massivement choisi plutôt que la perspective autonome et révolutionnaire. Le parti de gauche radicale arrive au pouvoir en 2015, se fait remettre à sa place par le FMI et l'Union Européenne, et applique avec zèle les politiques néolibérales. La presse ne s'y trompe pas, la positionnant désormais au centre-gauche. Un recentrement très rapide.

Mais à une époque où la mémoire fout le camp, les élections législatives de 2024 en France ont révélé où en étaient les illusions gauchistes. Nombreux et nombreuses pseudo-radicaux et radicales se sont ainsi empressé-es de courir avec le Nouveau Front Populaire aux côtés du funeste François Hollande, entre autres crapules faussement repentis. Pourtant, il y en a eu des exemples de la gauche, même soi-disant radicale, au pouvoir : outre celui de Syriza, on se remémorera avec intérêt le bilan de Podemos en Espagne ou de l'Unité de gauche au Chili – et pourquoi pas de la flambée de gouvernements de gauche en Amérique

Latine au début des années 2000 (Morales en Bolivie, Correa en Equateur, Lula au Brésil, etc.). Que le miroir aux illusions fonctionne encore reste une énigme...

**Les gauchistes qui aujourd'hui passent leur temps à assimiler les dynamiques les plus dégueulasses du pouvoir à la seule extrême-droite participent directement à l'invisibilisation de la dynamique globale à l'œuvre. Ils et elles sont les idiots utiles de toutes les macronies et des classes dirigeantes dans leur ensemble. Ce n'est pas seulement l'extrême-droite le problème. Elle n'est qu'une option possible des gens de pouvoir, qui instaurent patiemment depuis de nombreuses années une nouvelle situation sociale capable de leur garantir de s'empiffrer le plus longtemps possible, jusqu'à épuisement de la planète s'il le faut. « Après nous le déluge » est leur mantra, le cynisme leur code de conduite.**

Alors, l'antifascisme, miroir aux illusions ? ça y ressemble, tant qu'il n'est pas clairement autonome et révolutionnaire. Il ne reste que la révolte contre tout pouvoir comme solution, avec pour perspective la révolution sociale – ce qui implique de ne pas fixer de limites préalables pour pousser au plus loin les dynamiques de lutte. Ce n'est certes pas le chemin le plus facile. Mais si on prend un peu au sérieux la rapacité et la brutalité des gens de pouvoir qui veulent décider de nos vies à notre place, il n'y a pas vraiment le choix...

*Lăohŭ*